

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



SEANCE

Lundi 5 mars 1951, à 10 h. 15

PROCES-VERBAUX OFFICIELS

SANTIAGO DE CHILI

SOMMAIRE

Page

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3 et E/C.2/280) [suite] 145

Président: M. Hernán SANTA CRUZ (Chili).

Présents: Les représentants des pays suivants :

Belgique, Canada, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes :

Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3 et E/C.2/280) [suite]

[Point 3 de l'ordre du jour]

1. M. KHOSROVANI (Iran) s'associe aux orateurs précédents qui ont adressé des félicitations au Secrétariat et le félicite particulièrement d'avoir préparé une excellente étude de la situation économique du Moyen-Orient (E/1910/Add.2), région qui, jusqu'à présent, étant donné l'absence d'une commission économique, n'a fait l'objet d'un examen approfondi dans aucun des organes des Nations Unies. Étant donné que le temps a fait défaut pour analyser cette étude, M. Khosrovani approuve la suggestion faite par le représentant de l'Inde (453^{ème} séance) de reporter l'examen de ce document, ainsi que de celui relatif à l'Afrique (E/1910/Add.1), à la prochaine session du Conseil.

2. M. Khosrovani, dont le pays est le seul du Moyen-Orient à être représenté au sein du Conseil économique et social, désire limiter ses observations à l'examen de la situation de cette région. Il constate que la situation des pays de cette région se caractérise par des niveaux extrêmement bas en matière d'hygiène et d'enseignement, une faible productivité et un niveau de vie également fort bas, alors que la population ne fait que s'accroître. Il en résulte naturellement un niveau très bas

du revenu national, une pénurie de capitaux et une demande insuffisante de produits nationaux ou importés. Les échanges extérieurs de cette région, qui compte 100 millions d'habitants, représentent moins de 3 pour 100 de l'ensemble du commerce mondial.

3. Cette faiblesse du commerce extérieur reflète une insuffisance de revenu et non un régime autarcique d'économie, ces pays étant obligés d'importer non seulement l'équipement industriel, mais aussi la plupart des produits de consommation qui leur sont indispensables, y compris même des céréales, alors que le nombre de leurs produits d'exportation est limité. Tous ces pays ont par conséquent une balance commerciale déficitaire.

4. Les besoins économiques essentiels du Moyen-Orient comprennent notamment le développement de leur production agricole, la création d'industries légères, pour satisfaire leurs besoins essentiels en produits de consommation, ainsi que la mise en valeur de toutes leurs ressources naturelles.

5. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, les principes de la Charte et l'idéal, proclamé à ce moment-là, d'une économie mondiale en expansion ont créé dans tous les pays insuffisamment développés l'espoir d'une prochaine amélioration du sort de ces pays. Les travaux du Conseil économique et social ont encore avivé ces espoirs. Ces pays espèrent toujours que les mesures pratiques tendant à la réalisation de cet idéal ne se feront pas attendre trop longtemps. Cependant, les autorités responsables de ces pays s'inquiètent de savoir dans quelle mesure le réarmement, conséquence de la situation politique internationale, affectera l'approvisionnement de ces pays en produits de consommation et l'exécution de leurs plans de développement. Elles se demandent si les difficultés qu'ils éprouvent pour obtenir une assistance financière ne seront pas aggravées par l'impossibilité de se procurer l'équipement dont ils ont besoin.

6. Le représentant de l'Iran espère que se réaliseront les assurances données par les représentants de certains pays industriels, qui ont déclaré que, même pendant la période de réarmement, ces pays assureront la satisfaction des besoins de développement économique. On a déclaré au sein du Conseil que, dans certains cas, la

hausse des matières premières pourrait stimuler les investissements aux fins de développement. Cependant, l'avantage de cette hausse des prix peut être purement nominal s'il se produit un changement défavorable dans les rapports d'échange des pays producteurs des matières premières, comme il est à craindre. L'inflation constitue également un problème très grave au Moyen-Orient. Cette région en a eu l'expérience pendant la deuxième guerre mondiale, et la lutte contre les pressions inflationnistes a été particulièrement difficile, en raison notamment de l'insuffisance de l'approvisionnement en marchandises.

7. Examinant la situation économique de son propre pays, qui permet d'illustrer la situation existant dans l'ensemble de la région, M. Khosrovani fait observer que, par suite de sa position stratégique, ce pays a dû consacrer au maintien de son indépendance des ressources qui auraient pu être utilisées pour le développement économique. Dans l'intervalle des deux guerres mondiales, où le monde a joui d'une brève période de sécurité politique, l'Iran a accompli des progrès considérables, notamment dans l'extension de son réseau de chemins de fer et de routes et l'établissement de nombreuses industries. La deuxième guerre mondiale a arrêté ce développement et le pays s'est retrouvé avec une économie épuisée, un outillage usé, en particulier celui des transports, et une inflation résultant en grande partie des dépenses des troupes alliées.

8. Après la fin de la guerre, l'Iran a entrepris l'exécution d'un plan de sept ans destiné à accroître le volume de la production et des exportations, à réformer la structure de l'agriculture et à relever le niveau de vie de la population. Ce plan devait être financé par des sources internes, en particulier par les redevances pour les concessions de pétrole, ainsi que par les emprunts à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. L'exécution de ce plan a été retardé par l'insuffisance des moyens financiers, ainsi que par les difficultés éprouvées au début en ce qui concerne les fournitures d'outillage.

9. A l'heure actuelle, il existe donc en Iran un certain sentiment de déception. Néanmoins, ce pays n'abandonne pas les efforts en vue d'atteindre ses objectifs; récemment encore, le Parlement a adopté une loi destinée à encourager les capitalistes étrangers à investir des capitaux dans le pays. En ce moment-ci, la situation économique du pays est dans l'ensemble similaire à celle qui existait en 1939. Un sentiment d'appréhension quant à l'avenir existe dans le pays qui s'inquiète des répercussions que peut avoir la situation internationale.

10. Le représentant de l'Iran conclut en rappelant les déclarations du Président Truman sur la nécessité d'adopter comme objectif l'aide aux pays libres, en vue d'accroître la production des biens qui leur sont nécessaires et de relever leur niveau de vie. C'est là un programme de développement fondé sur la démocratie.

11. M. Khosrovani se réserve le droit de revenir par la suite sur des points particuliers relatifs à la question.

12. M. NOSEK (Tchécoslovaquie) rappelle, au sujet du *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1950*, que des différences essentielles existent entre le développement

économique dans les pays socialistes et le développement économique dans les pays capitalistes. Ces différences sont devenues particulièrement visibles dans les premières années qui ont suivi la guerre. Pour l'URSS, il s'est agi de reprendre toutes les activités constructives qui avaient dû être interrompues pendant la guerre. En 1949, la production industrielle de ce pays accusait une augmentation de 122 pour 100 par rapport à celle de l'année 1937, alors qu'aux Etats-Unis l'augmentation n'était que de 52 pour 100 pendant la même période. De même, les activités économiques dans les pays de démocratie populaire se sont intensifiées d'une manière inconnue jusqu'à présent. Si l'on prend comme base les chiffres de 1937, l'activité économique de l'URSS et des démocraties populaires atteignait l'indice 203 dans le troisième trimestre de 1949, alors que celle des pays capitalistes pris dans leur ensemble n'en était qu'à l'indice 120. Si l'on exclut le Canada et les Etats-Unis, cet indice accuse même une chute de 8 pour 100 par rapport au niveau de 1937. Il faut aussi signaler que le but du développement économique dans les pays socialistes est essentiellement différent de celui du développement économique dans les pays capitalistes, ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'il ne puisse y avoir de coopération économique entre des pays dotés de régimes économiques différents, bien au contraire.

13. En 1949, en dépit de certaines fluctuations, l'activité économique des pays capitalistes a connu un ralentissement, qui s'est traduit par du chômage et par une diminution du revenu réel des masses laborieuses. En 1950, les différences entre les deux systèmes économiques se sont encore accentuées; alors que l'URSS, la République populaire de Chine et les démocraties populaires, qui représentent ensemble 750 millions d'habitants, se consacrent à des activités économiques de paix, on peut voir les Etats-Unis convertir leur économie en économie de guerre en vue de la préparation d'une agression impérialiste ouverte. Les efforts économiques de l'URSS et des démocraties populaires sont utilisés à des fins de développement pacifique, alors que les Etats-Unis et les autres pays capitalistes qui se font l'instrument des desseins d'agression des Etats-Unis mobilisent leur économie en vue de la préparation de la guerre contre l'URSS et les républiques démocratiques et contre les mouvements de libération nationale.

14. Si l'on observe l'évolution de la situation dans les pays capitalistes, on s'aperçoit qu'elle se traduit par l'exploitation et l'appauvrissement de la classe ouvrière, par un accroissement du coût de la vie, un abaissement des niveaux de vie, l'enrichissement de quelques-uns, l'utilisation de capitaux et de ressources à des fins non productives et la répression des mouvements progressistes. L'augmentation des budgets d'armement est une preuve du caractère militariste de l'économie des pays capitalistes. A la suite de l'agression des Etats-Unis en Corée, la psychose de guerre s'est aggravée aux Etats-Unis et le budget de ce pays en a subi le contre-coup. En outre, les Etats-Unis font pression sur les pays d'Europe occidentale, afin que ceux-ci accélèrent leur production d'armements en les menaçant de leur retirer l'aide s'ils refusaient de se plier à leurs directives. Le passage de la production de paix à la production de guerre entraîne un affaiblissement du potentiel économique des pays intéressés et se traduit par une plus

grande subordination de leur économie à celle des Etats-Unis. Dans ce dernier pays, les sommes consacrées à la production d'armements représentent 22 pour 100 du revenu national, alors qu'elles n'en représentaient que 6 pour 100 auparavant. En outre, une grande partie de ce revenu est absorbé par le service d'une dette croissante. Toutes les sommes ainsi dépensées sont prélevées sur les crédits qui auraient dû être consacrés aux services sociaux, aux services de santé, à la reconstruction et au développement en général.

15. En 1950, la production dans les pays capitalistes a connu un certain renouveau par suite de l'impulsion que lui a donnée la politique de réarmement. Toutefois, cette intensification de l'activité économique ne profite qu'aux fabricants d'armes et ne saurait être comparée en aucune manière avec le développement régulier et planifié de la production en URSS et dans les démocraties populaires. Un article du *Financial Times* précisait que la reprise de l'activité économique au Royaume-Uni était due à deux facteurs extérieurs, à savoir le redressement économique des Etats-Unis et la guerre en Corée. Par suite des hostilités, les Etats-Unis ont été amenés à augmenter le volume de leurs importations et leur demande en matières premières s'est traduite par une hausse des prix. En France, la production de 1950 n'a pas atteint le niveau auquel on s'attendait, ainsi que l'indiquait le journal *Le Monde*, qui ajoutait, par contre, que la production de l'acier avait augmenté. On peut voir, d'après ces quelques faits, à quel point la production des pays de l'Europe occidentale dépend des fluctuations de l'économie américaine. Les Etats-Unis eux-mêmes ont d'ailleurs souligné qu'ils comptaient dominer les marchés de l'Europe dans un délai de quatre ans. A la suite du plan Marshall, le volume des exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe occidentale a augmenté, quoique beaucoup de produits américains importés en Europe ne lui soient pas indispensables. D'autre part, les prêts ou les investissements de capitaux américains en Europe s'accompagnent de conditions militaires ou politiques. Il est certain que le retour à la production de guerre permettra dans certains pays de résorber le chômage, mais il n'en reste pas moins que cette reprise d'activité aura des répercussions déplorables sur le niveau d'existence des populations pendant une longue période et il est illusoire de croire qu'une telle politique permettra de résoudre la crise.

16. En 1950, le rythme du développement économique planifié de l'URSS et des démocraties populaires a été quatre fois plus grand que celui du développement économique des pays capitalistes en pleine prospérité. L'exécution des travaux de construction a été accélérée et la production industrielle a été développée selon les plans établis en vue d'élever les niveaux de vie de la population.

17. Cependant, certains économistes des pays capitalistes ont prétendu que l'on pouvait à la fois avoir du beurre et des canons; on a pu lire, par exemple, dans un article du *New York Herald Tribune* du 1er janvier 1950 que les Etats-Unis étaient à même de consacrer 50 milliards de dollars par an à la production d'armements, sans qu'il soit, de ce fait, porté atteinte aux niveaux de vie de la population. Il n'en reste pas moins que, dans huit grandes villes, l'indice des prix de cin-

quante produits alimentaires de base a atteint, à la date du 2 janvier 1951, le chiffre de 218,9 par rapport à une moyenne de 100 avant-guerre. A la fin de décembre 1950, le prix des produits de consommation aux Etats-Unis était plus élevé qu'il ne l'avait jamais été. Le pouvoir d'achat du dollar a diminué de 50 pour 100 par rapport à cette même période d'avant-guerre. En 1950, les pays capitalistes ont connu une augmentation générale du coût de la vie. D'après un rapport du Bureau international du Travail à Genève, daté d'octobre 1950, l'indice du coût de la vie a augmenté dans vingt-deux pays au cours de la dernière année prenant fin, selon les pays, en juin, juillet ou août 1950.

18. Passant à la question des salaires, M. Nosek fait remarquer que, dans les derniers mois de 1950, le prix des denrées alimentaires aux Etats-Unis a augmenté à une allure plus rapide que les salaires, l'indice du coût de la vie passant de 168 à 198. L'augmentation du coût de la vie et le blocage des salaires sont des phénomènes caractéristiques des économies capitalistes. La même situation prédomine dans le Royaume-Uni, en France et en Allemagne; dans ce dernier pays, les niveaux de vie sont inférieurs à ce qu'ils étaient en 1932. Pendant ce temps, on constate que les bénéfices des entreprises capitalistes des Etats-Unis ne font qu'augmenter.

19. L'inflation dans les pays capitalistes s'accroît régulièrement, et les Etats-Unis fournissent l'exemple le plus frappant de ce phénomène qui constitue de loin le problème le plus sérieux pour l'économie américaine. Un article du *New York Herald Tribune* déclarait que les mesures de contrôle des prix ne mettront pas fin à l'inflation, mais ne feront que la dissimuler. En France, la situation est moins grave à ce point de vue; par contre, le Royaume-Uni est à la merci de la politique d'armement et de l'inflation qui l'accompagne, et l'on estime, dans ce pays, qu'une dépression aux Etats-Unis serait beaucoup plus inquiétante qu'elle ne l'aurait été en 1949, ce qui prouve le resserrement des liens dangereux unissant les Etats-Unis à l'Europe occidentale.

20. La lutte impérialiste pour l'acquisition des matières premières d'importance stratégique est un autre aspect de l'économie capitaliste. M. Nosek tient à citer quelques chiffres indiquant l'augmentation du prix de certains produits entre 1949 et 1950: blé, 18 pour 100; laine, 23 pour 100; sucre, 24 pour 100; cuivre, 32 pour 100; maïs, 35 pour 100; coton, 41 pour 100; mercure, 84 pour 100; étain, 93 pour 100; caoutchouc, 253 pour 100; tungstène 340 pour 100. Les pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord ont vu le prix de leurs achats augmenter de 60 pour 100 dans l'ensemble. Par ailleurs, les Etats-Unis leur fournissent des directives en ce qui concerne la constitution de stocks et décideront, en cas de guerre, comment ces stocks devront être répartis et utilisés; les pays de l'Europe occidentale ne jouissent donc pas de leur pleine liberté dans ce domaine. C'est ainsi que la France doit avoir recours presque exclusivement aux Etats-Unis pour le coton dont elle a besoin.

21. L'augmentation des prix des matières premières est due surtout à l'agression des Etats-Unis en Corée, qui a provoqué subitement une importante demande de tels produits. A titre d'exemple, M. Nosek indique que

les importations des Etats-Unis en provenance de la Malaisie ont augmenté de deux tiers par rapport à 1949. Les monopoles capitalistes ont toujours pensé qu'il conviendrait de réprimer les mouvements de libération nationale en Asie du Sud-Est, mais la glorieuse victoire de la République populaire de Chine, ainsi que l'héroïque défense des forces démocratiques en Corée, au Vietnam, en Malaisie, en Birmanie et dans tout le sud-est de l'Asie commencent à faire comprendre à certaines personnes, même dans les pays capitalistes, que ces monopoles finiront par perdre leurs privilèges d'exploitation.

22. Passant à la question du commerce extérieur, M. Nosek souligne que, dans les pays capitalistes, le but d'un tel commerce est de réaliser des bénéfices, alors que, dans les pays socialistes, il est de faciliter l'exécution des plans économiques en vue de l'amélioration des niveaux de vie de la population. Les pays socialistes persistent à croire que le commerce est possible entre des pays dotés de régimes politiques différents et ne pratiquent aucune discrimination commerciale fondée sur des raisons politiques. Par contre, les Etats-Unis et les pays capitalistes ont institué de nouvelles restrictions au commerce avec les démocraties populaires. Comme on peut le voir dans le *Bulletin économique pour l'Europe*¹, les exportations de l'Europe occidentale vers l'Europe orientale ont sensiblement diminué, alors que les importations de ces pays en provenance de l'URSS ont augmenté. Ce tableau serait d'ailleurs plus exact si l'on ne tenait pas compte de la Yougoslavie, car ce pays ne saurait être considéré comme une démocratie populaire. En n'interdisant pas les exportations à destination des pays capitalistes, l'URSS prouve bien que deux systèmes économiques différents peuvent coexister et collaborer.

23. En 1950, l'URSS a achevé son premier plan quinquennal d'après-guerre; pendant les dix premiers mois au cours desquels ce programme a été exécuté, la production a dépassé de 70 pour 100 les chiffres d'avant-guerre. En Pologne, la première année d'un plan sexennal a déjà porté ses fruits. La production industrielle a augmenté en Albanie de 44 pour 100, en Roumanie de 38 pour 100 et en Hongrie de 39 pour 100. Dans toutes les démocraties populaires, l'agriculture est mécanisée à un rythme accéléré. En 1950, le Gouvernement de l'URSS a annoncé la mise à exécution d'immenses projets d'irrigation et d'électrification et de plans de reboisement. De plus, les prix ont été réduits trois fois en URSS depuis quelques années, alors que les salaires ont été augmentés. Dans toutes les démocraties populaires, on consacre aux activités sociales plus de crédits que n'a jamais fait aucun pays. Le volume du commerce reposant sur les accords conclus entre l'URSS et la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Albanie, sur une base de confiance réciproque, d'égalité et de respect pour les intérêts particuliers des parties, est sans précédent dans ce domaine.

24. Le but du plan de deux ans avait été le relèvement de l'économie tchécoslovaque à son niveau d'avant-guerre; le plan quinquennal tchécoslovaque, entrepris avec enthousiasme par les travailleurs tchécoslovaques,

visait maintenant à une augmentation de l'ensemble de la production de 55 pour 100. Les pourcentages sont les suivants dans les diverses industries: métallurgie, 93 pour 100; mines, 35 pour 100; énergie électrique, 52 pour 100; fonderie et industrie mécanique, 49 pour 100; industrie chimique, 62 pour 100; verrerie, 12 pour 100; industrie céramique, 59 pour 100; industrie du bois, 26 pour 100; industrie alimentaire, 79 pour 100; production agricole, 16 pour 100; industrie du bâtiment, 130 pour 100.

25. Au cours de la réalisation de ce plan, la production générale moyenne par habitant accusera une augmentation de 30 à 35 pour 100 et, en ce qui concerne un certain nombre de denrées essentielles comme la viande, les matières grasses, le lait et les textiles, dépassera même ce niveau. L'élévation continue du niveau de vie à laquelle on assiste actuellement est sans précédent dans l'histoire du peuple de Tchécoslovaquie.

26. Dans son message du nouvel an, M. Gottwald, Président de la Tchécoslovaquie, a rendu publics certains chiffres relatifs au progrès économique de la Tchécoslovaquie en 1950. Le plan d'ensemble de la production a été réalisé dans certaines branches de l'industrie à raison de 102,7 pour 100. La production de l'industrie lourde a augmenté de 15,4 pour 100 par rapport à 1949, rythme d'augmentation inégalé dans le passé; la production de machines lourdes a dépassé celle de 1949 de 25 pour 100 et celle de 1948 de 50 pour 100. Par rapport aux niveaux d'avant-guerre, la production industrielle a augmenté de 50 pour 100, l'augmentation par habitant étant de 80 pour 100. Les investissements planifiés ont augmenté de 71 pour 100 par rapport à 1949 et assurent une augmentation rapide de la production industrielle dans l'avenir. En d'autres termes, la République démocratique de Tchécoslovaquie a produit plus que la Tchécoslovaquie capitaliste à l'époque de sa plus grande prospérité. Par voie de conséquence naturelle, un accroissement de la production provoque une élévation du niveau de vie. La répartition du revenu national selon les principes du socialisme assure des salaires et traitements équitables. Les travailleurs de Tchécoslovaquie ne reçoivent pas moins de 68 pour 100 du revenu national sous forme de salaires et traitements.

27. En 1950, les salaires et traitements ont augmenté de 19 pour 100 dans l'agriculture et de 26 pour 100 dans l'industrie par rapport à 1949. Le revenu social a augmenté au moins de 27 pour 100. Compte tenu de la valeur actuelle de la couronne tchécoslovaque, l'ouvrier gagne quatre fois plus qu'en 1938. La valeur des services sociaux que reçoit un ouvrier moyen en Tchécoslovaquie s'élève à 51 couronnes 50, c'est-à-dire à plus que le salaire total du même ouvrier avant la guerre. La valeur réelle et le pouvoir d'achat du salaire actuel de l'ouvrier ont doublé ou triplé depuis la guerre. Le congé payé moyen d'un ouvrier est de trois semaines, celui d'un mineur de trois à cinq semaines.

28. En même temps qu'augmentaient les salaires et traitements, le prix des articles de consommation était réduit. On a mis sur le marché des articles meilleurs et plus nombreux qu'en 1949. On a vendu 46 pour 100 de plus de pain, 30 pour 100 de plus de farine, 32 pour 100

¹ *Bulletin économique pour l'Europe*, deuxième trimestre, volume 2, N° 2, Commission économique pour l'Europe, Genève, octobre 1950.

de plus de viande, 56 pour 100 de plus de matières grasses, 14 pour 100 de plus d'œufs, 21 pour 100 de plus de textiles, 40 pour 100 de plus de chaussures, etc. Le tableau des réductions de prix montre que le prix de la viande a été réduit de 43 pour 100, celui des matières grasses de 51 pour 100, celui du sucre de 12 pour 100, celui du beurre de 9 pour 100, celui de la volaille de 36 pour 100, celui de la confiture de 39 pour 100, etc. En même temps, les dépenses faites à des fins culturelles et médicales ont été augmentées.

29. M. Nosek termine en résumant les observations qu'il a faites dans son analyse de la situation de l'économie mondiale en 1949-1950.

30. La première constatation est que les démocraties populaires consacrent tous leurs efforts à la reconstruction pacifique et à l'édification de leur économie et se prêtent mutuellement assistance par toute leur politique économique. Elles sont disposées à collaborer dans l'avenir avec des pays dont le système politique est différent, à condition que cette collaboration repose sur les principes d'égalité et de respect de la souveraineté nationale.

31. En second lieu, contrairement à ce qui se passe en URSS et dans les pays de démocratie populaire, les pays capitalistes mettent leur économie exclusivement au service du réarmement, ce qui entraîne la militarisation de toutes leurs activités sociales. Tandis que l'URSS et les pays de démocratie populaire suppriment les restrictions à la distribution et à la consommation grâce à l'augmentation de la production, les pays à économie dite libre subissent une diminution de l'activité économique, qui va de pair avec une restriction des libertés civiles. L'URSS et les démocraties populaires jouissent d'une augmentation constante de la production et de la consommation et d'un relèvement du niveau de vie. Les pays capitalistes imposent des restrictions importantes à la production et à la consommation et le coût de la vie y accuse une augmentation constante. Les pays capitalistes, sous la direction des Etats-Unis, intensifient leur politique de discrimination économique et s'efforcent de diviser le monde et d'élever des entraves à la coopération internationale, alors qu'ils se sont engagés à pratiquer cette dernière aux termes des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies. Tandis que les échanges de biens et d'expérience entre l'URSS et les démocraties populaires s'accroissent et s'amplifient, les rapports entre les pays capitalistes sont en passe de s'aggraver.

32. Tel est le bilan de la situation économique mondiale en 1950. Au seuil de la deuxième moitié du siècle, ce bilan fait apparaître de façon très nette le contraste entre le déclin de l'économie capitaliste et le caractère constructif de l'économie socialiste, dont la tâche est d'assurer la paix et un avenir meilleur pour tous les travailleurs.

33. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Alliance coopérative internationale (ACI) à prendre la parole.

34. M. ODHE (Alliance coopérative internationale) déclare que le rapport du Secrétaire général sur la situation économique mondiale démontre que la tendance générale de l'économie mondiale a été marquée, au cours du deuxième semestre de 1950, par un change-

ment soudain et complet. Cela n'est pas dû essentiellement aux événements de Corée, mais plutôt au fait que les pressions inflationnistes ont commencé à se faire sentir avec une force croissante dans toutes les parties du monde. Elles ont été caractérisées par l'augmentation des prix des matières premières et du coût de la vie, la réapparition des contrôles économiques et l'orientation de la production vers les armements. Bref, le monde a été témoin, à la fin de 1950, d'un changement total de l'atmosphère qui permettait d'espérer une production croissante, tendant à améliorer les niveaux de vie et à libérer le commerce international de ses entraves.

35. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la plupart des pays avaient considérablement réduit leurs armements et leurs forces armées, consacrant les crédits rendus ainsi disponibles au développement de programmes de service social et à la réalisation de plans économiques en vue de l'amélioration des conditions d'existence de toutes les classes de la société. C'était là un objectif absolument conforme aux désirs de l'ACI qui, lors de son dernier congrès, avait adopté une résolution dénonçant la barbarie de la guerre et ses répercussions sur le progrès culturel et matériel de l'humanité, qui vont à l'encontre de la réalisation des idéaux de liberté et de démocratie et de la réalisation du programme pacifique et démocratique du mouvement coopératif. La résolution en question a été affirmée de nouveau et soulignée par une déclaration de l'ACI adressée à toutes ses organisations nationales, dans trente pays de toutes les régions du monde; cette déclaration rappelait que tous les peuples demandent le contrôle rapide et efficace des armements; elle était conforme au désir de l'Assemblée générale et au programme proposé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en la matière. On ne peut que regretter sincèrement de constater qu'au cours de 1950, le monde a connu une tendance vers l'armement intensif, au détriment des activités pacifiques. Toutefois, ce regret est pallié par le sentiment de la nécessité de consentir à des sacrifices pour la défense de la liberté, de la démocratie et de l'indépendance nationale, et par l'espoir que toutes les nations, grandes ou petites, sans distinction d'idéologies politiques et économiques, trouveront une solution leur permettant de vivre pacifiquement côte à côte et de réaliser les buts et les principes de la Charte.

36. Le mouvement coopératif a des idéaux élevés, mais il consacre ses efforts à des activités pratiques ayant un but parfaitement défini. Son principal souci est de contribuer au maintien et au relèvement des niveaux de vie de millions de travailleurs intellectuels et manuels, qui se sont groupés dans des organisations coopératives reliées à l'ACI, dont les activités remontent à 1895.

37. La situation actuelle, marquée par un renouveau des pressions inflationnistes et de leurs conséquences possibles sur l'économie mondiale, risque de compromettre le maintien des conditions d'existence dans le monde entier. Si la tension qui a provoqué cette situation doit persister, il faut mobiliser toutes les ressources, gouvernementales et privées, pour limiter ses répercussions sur les niveaux de vie des populations: c'est pourquoi les organisations nationales de coopérateurs, affiliées à l'ACI, désirent ardemment que les gouvernements tiennent dûment compte du fait qu'elles peuvent

les aider dans une grande mesure à diminuer les répercussions inévitables de la situation actuelle sur les niveaux de vie, notamment si les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour favoriser l'expansion des associations de coopérateurs.

38. En Europe occidentale, particulièrement, les coopératives de consommateurs se sont développées assez rapidement pour être en mesure d'aider les gouvernements à maintenir les prix de détail des produits essentiels de consommation à un niveau normal au cours des deux guerres mondiales. Dans une période où les pénuries et les restrictions risquent d'affecter les prix de façon telle que les augmentations de salaires et de traitements ne permettent pas de maintenir l'équilibre, l'une des mesures que doit prendre tout gouvernement conscient de ses responsabilités est le contrôle des prix. Toutefois, l'effet de cette mesure dépend largement de la façon dont elle est conçue et appliquée: de nombreuses difficultés se posent, qui peuvent être résolues si l'on tient compte de certains facteurs dont l'un des principaux est celui de l'importance des coopératives de consommateurs, si elles peuvent se développer librement.

39. L'une des difficultés en question est la suivante: les rouages administratifs du contrôle des prix doivent être en mesure de fixer des barèmes de prix pour chaque article, selon les qualités. Pour ce faire, le gouvernement doit disposer de données sur les prix de revient et de vente, émanant des producteurs et des distributeurs; ces données peuvent être obtenues grâce aux associations commerciales. Cependant, si on invite ces dernières à fournir les renseignements en question, on leur donne, en quelque sorte, un statut de négociateur auprès du gouvernement. L'expérience du Royaume-Uni, des pays scandinaves et autres, au cours de la guerre, a montré que le contrôle des prix tend à multiplier le nombre des associations commerciales et à accroître leur puissance. Il en résulte que, lorsqu'un prix maximum a été établi, il est regardé comme un strict minimum par les commerçants; toute tentative pour abaisser ce prix rencontre l'opposition des organisations commerciales, et seuls les efforts constants des organisations de coopérateurs peuvent réussir à réduire à néant cette opposition. En temps de paix, ou lorsque la période critique a pris fin, la puissance des organisations commerciales reste entière et elle constitue un nouvel élément à caractère de monopole dans la structure économique; elle ne peut être combattue que par la libre expansion du mouvement coopératif.

40. M. Odhe a choisi cet exemple pour montrer l'importance, souvent décisive, des organisations de coopérateurs, afin d'atténuer la rigidité de tout système de contrôle des prix. Il signale qu'il en est de même en ce qui concerne les méthodes de répartition de la production interne et des importations d'articles essentiels entre les divers groupes de distributeurs. Lorsqu'on détermine les contingents, on prend trop souvent comme base une période déterminée d'avant-guerre, sans tenir compte du développement des organisations de coopérateurs, dû à la guerre et au besoin pour les consommateurs de se procurer les produits essentiels au prix le plus bas possible.

41. Lorsque les mesures de contrôle gouvernementales ont été prévues de manière à donner aux organisa-

tions de coopérateurs une complète égalité et la liberté d'expansion, ces organisations ont pleinement démontré leur volonté et leur capacité d'aider les gouvernements dans leur tâche délicate. Le vaste réseau des organisations de vente et de transformation des produits agricoles s'est révélé particulièrement efficace dans les périodes de guerre et de crise, en aidant les gouvernements à augmenter la production agricole et à stabiliser les prix des produits agricoles. Dans les pays où elles sont très développées, les coopératives agricoles ont contribué à empêcher le marché noir et à maintenir les prix à un niveau aussi bas que possible, grâce en partie à la collaboration avec les coopératives de consommateurs.

42. L'ACI se rend parfaitement compte qu'elle ne peut pas aider les gouvernements dans la même mesure dans tous les pays. En effet, dans certains d'entre eux, le mouvement coopératif n'en est qu'à ses débuts et il n'atteint que certaines branches de l'économie nationale; dans ces pays, il serait bon que le gouvernement favorise l'expansion des coopératives, afin d'en recevoir l'aide importante que les organisations de coopérateurs fournissent partout où elles sont suffisamment développées. Pour permettre une telle expansion, les gouvernements doivent supprimer, ou éviter de créer, des obstacles tels que l'interdiction de nouvelles entreprises de distribution.

43. Le rapport du Secrétaire général appelle l'attention du Conseil sur les conséquences inflationnistes des pénuries mondiales en produits essentiels, à la suite de la constitution de stocks par les gouvernements et de la panique des acheteurs. Ainsi que le prévoit l'Article 55 de la Charte, il convient de respecter le principe de la liberté et de l'égalité d'accès aux matières premières. L'ACI défend vigoureusement ce principe, comme le montre la résolution qu'elle a adoptée lors de son premier congrès d'après-guerre, tenu à Londres en 1945, dans laquelle elle déclare que ce principe doit s'appliquer non seulement aux divers pays, mais aussi aux différentes catégories d'acheteurs, afin que les organisations de coopérateurs puissent s'assurer leur juste part de matières premières. La nécessité de respecter ce principe a été réaffirmée par l'ACI à ses congrès de Zurich, en 1946, et de Prague, en 1948. Elle a pris cette position, du fait, notamment, de la domination des cartels nationaux et internationaux sur le marché de certaines matières premières, domination qui entraîne des prix exorbitants pour les consommateurs.

44. A la fin d'une période de crise, la rigidité des prix fixés par les contrôles nationaux et internationaux se révèle comme étant à l'avantage des cartels et autres organismes à caractère monopolisateur. L'ACI estime que les effets des cartels, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, sur la production et sur les niveaux de vie doivent être sérieusement examinés au cours de toutes les études ou enquêtes relatives aux problèmes du plein emploi, de la production et du commerce international. Les effets néfastes des cartels et autres monopoles ne peuvent, il est vrai, être combattus efficacement par le seul fait de les dénoncer; toutefois, leur étude peut conduire à l'adoption de mesures concrètes dans les législations nationales et dans l'action intergouvernementale.

45. L'ACI appelle l'attention du Conseil sur le chapitre V de la Charte de l'Organisation internationale du commerce (OIC), adoptée à La Havane en 1948. Ce chapitre prévoit que l'OIC effectuera des études au sujet des pratiques restrictives susceptibles de nuire au développement du commerce international. A ce propos, l'ACI serait heureuse de savoir dans quelle mesure de telles études pourraient être entreprises immédiatement dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, en attendant la création officielle de l'OIC.

46. L'ACI déplore que le Conseil économique et social n'ait pas jugé bon d'examiner la question de l'étude des ressources en pétrole dans le monde. Il aurait pu déterminer, par une telle étude, si les accusations portées contre les monopoles sont justifiées ou non. Sans vouloir proposer d'autres études semblables, l'ACI tient à poser la question de principe de telles enquêtes, étant donné leur importance indéniable sur la situation économique mondiale.

47. L'ACI tient à signaler à tous les gouvernements l'aide importante qu'ils pourraient obtenir des organisations de coopérateurs dans leurs efforts contre les abus de pouvoir de la part des cartels et autres monopoles, tant au stade de la distribution qu'à celui de la production. Une telle aide est possible et serait efficace par suite de l'intégration complète de la production et de la distribution dans la structure organique du mouvement coopératif. Dans certains pays, notamment le Royaume-Uni et les pays scandinaves, les organisations de coopérateurs ont pu rapidement créer des organisations de producteurs, dont le but est de lutter contre les monopoles privés qui vont à l'encontre des intérêts des consommateurs dans des domaines aussi essentiels que celui de l'alimentation, par exemple. Ce mouvement s'est développé et les coopératives industrielles fournissent entre un cinquième et un tiers de la production nationale, et même davantage dans quelques domaines particulièrement importants; aux Etats-Unis, les coopératives de production de pétrole, organisées par des fermiers, fournissent 20 pour 100 des besoins propres à l'agriculture du pays. De telles entreprises de coopératives se sont révélées capables de rétablir la concurrence et de maintenir les prix à un niveau tel que les conditions d'existence des coopérateurs et, par suite, de toute la communauté ont été améliorées.

48. L'ACI représente plus de 100 millions de familles dans trente pays différents. Elle a tenu à présenter les observations précédentes sur la situation économique mondiale, afin de montrer combien la solution des problèmes actuels est urgente. Elle espère que les Nations Unies sauront trouver les solutions qui s'imposent, grâce à la collaboration de tous les Etats Membres, car il faut résoudre le problème consistant à maintenir et à élever les niveaux de vie des masses si l'on veut réaliser le but essentiel de la Charte des Nations Unies, à savoir la paix et la compréhension entre toutes les nations du monde.

49. Le PRESIDENT invite la représentante de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies.

50. Mme SALMON (Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies) rappelle que, lors de

la dixième session du Conseil économique et social (359ème séance), son organisation avait porté à la connaissance du Conseil une résolution soulignant l'importance de l'Afrique pour l'économie mondiale (E/1555). A la suite de cette communication, le Conseil a demandé au Secrétaire général de préparer une étude de la situation de l'Afrique, document dont il est saisi actuellement (1910/Add.1).

51. Mme Salmon félicite le Secrétariat de cette étude, qui fournit des vues pénétrantes de la situation de ce continent, qui intéresse particulièrement l'Organisation des Nations Unies, car 57 pour 100 de sa population sont en contact direct avec l'Organisation, soit dans les Territoires sous tutelle, soit dans les territoires non autonomes sur lesquels les Puissances administrantes fournissent des renseignements. Ce continent constitue la plus vaste des régions insuffisamment développées du monde; le revenu par habitant et la productivité y sont extrêmement faibles et l'insuffisance de la production agricole oblige une grande partie de la population mâle à une émigration saisonnière, qui aboutit à la désagrégation de la structure sociale des tribus. Mme Salmon exprime l'espoir que l'étude soumise au Conseil sera suivie dans deux ans d'une autre étude d'ensemble et que d'autres études seront faites chaque année sur les problèmes concrets les plus importants intéressant le continent d'Afrique, par exemple les plans de développement économique, les niveaux de vie, l'action sociale, etc., et qu'une commission économique pour l'Afrique, dont la création a été demandée tant par le représentant de l'Inde à la 453ème séance, que dans une résolution de son organisation, pourra être établie. Mme Salmon exprime l'espoir que le Comité spécial, créé par la résolution 295 B (XI) du Conseil pour étudier l'avenir des commissions économiques régionales, pourra étudier la question d'une commission économique pour l'Afrique.

52. Mme Salmon félicite également le Secrétaire général d'avoir préparé une étude sur le Moyen-Orient (E/1910/Add.2), région dont le développement est également insuffisant, malgré l'existence de ressources naturelles considérables, telles que le pétrole, dont l'exploitation n'a pas, pour le moment, apporté d'avantages importants à la population. Elle exprime l'espoir que le Conseil adoptera, à sa treizième session, une résolution sur la création d'une commission économique pour cette région, condition indispensable pour que le Moyen-Orient puisse bénéficier d'un programme coordonné en ce qui concerne notamment l'assistance technique.

53. Mme Salmon attire l'attention du Conseil sur les études effectuées par le comité économique de son organisation sur les problèmes économiques mondiaux. Elle déclare que son organisation, qui bénéficie du statut consultatif de la catégorie A, aspire à devenir un facteur important et positif de l'activité des Nations Unies. Elle estime que la possibilité offerte par l'Article 71 de la Charte d'une participation active de tous aux travaux des Nations Unies constitue un des résultats positifs les plus importants de la période d'après-guerre, ainsi qu'un des meilleurs moyens de maintenir la paix. La Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, qui groupe des associations nationales situées dans tous les continents du monde, déploie

tous ses efforts en vue de développer la compréhension des buts des Nations Unies. Elle regrette, par conséquent, que le Conseil ait apporté l'an dernier des restrictions à la participation des organisations non gouvernementales aux travaux du Conseil et exprime l'espoir que ces restrictions seront levées.

54. M. MASOIN (Belgique) demande à la représentante de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies si son exposé a été soumis préalablement aux associations nationales.

55. Mme SALMON (Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies) déclare qu'elle a reçu pour instructions de son organisation de faire un exposé sur le point 3.

56. Le PRESIDENT déclare qu'on doit supposer que tout représentant d'une organisation non gouvernementale exprime dans son intervention le point de vue officiel de son organisation et assume devant son organisation la responsabilité de ce qu'il dit.

La séance est levée à 13 h. 10.